



AMERIQUE/CHILI - Solidarité de l'Archevêque de Santiago avec les étudiants : il est nécessaire de récupérer la gratuité de l'instruction

Santiago (Agence Fides) – Un appel vibrant à tous les chiliens visant à récupérer la confiance, a été lancé par l'Archevêque de Santiago, S.Exc. Mgr Ricardo Ezzati, à l'occasion du Te Deum célébré le 18 septembre, en la fête nationale de l'Indépendance. « Il est impossible de grandir dans la méfiance – a déclaré l'Archevêque. Il existe une méfiance sociale et politique qui se répercute dans le domaine de l'éducation et de la culture ». En ce qui concerne l'instruction, Mgr Ezzati a souligné que, « indépendamment de ceux qui la gèrent, l'instruction en tant que telle constitue un bien public dont la société et l'Etat doivent prendre soin... Ce qui est essentiel, ce sont les contenus de l'instruction, la qualité des enseignants ».

Le 23 septembre, l'Archevêque, dans un entretien accordé au quotidien *El Mercurio*, dont le texte a été envoyé à l'Agence Fides par l'Archidiocèse de Santiago, est revenu sur ces thèmes. « La prétention d'offrir seulement des biens matériels aux personnes afin de les faire sentir satisfaites est erronée – a déclaré Mgr Ezzati. Cela concerne également l'instruction. Si nous croyons que l'instruction est seulement connaissance, nous nous trompons. La personne n'est pas seulement une tête mais aussi un cœur, une dimension spirituelle, sociale... Lorsque les jeunes se rebellent contre le profit, ils ont raison. Dans le domaine éducatif, une dimension fondamentale a été négligée : celle de la gratuité. Non seulement la gratuité économique mais encore la gratuité de l'acte éducatif lui-même, de la consigne éducative. Ils ont le droit de protester parce que l'éducation est devenue pour beaucoup une lutte afin d'obtenir la meilleure note possible, de parvenir à une place alors que l'instruction devrait être un lieu de grande liberté dans lequel le dialogue entre l'enseignant et l'étudiant fait croître l'intégralité de la personne ».

En ce qui concerne les modalités selon lesquelles un changement pourrait intervenir dans ce domaine, Mgr Ezzati a répondu : « Nous avons besoin d'un dialogue profond. Nous devons reconnaître qu'il existe de nombreux éléments de vérité et de justice dans les mouvements sociaux au-delà du phénomène de la violence qui est inacceptable. C'est pourquoi j'avais indiqué dans mon homélie du 18 septembre que le dialogue entre les mouvements sociaux et le monde politique est nécessaire. Et ceci requiert de repenser ce qu'est la politique. On ne peut penser une politique qui ne tiendrait pas compte de l'expérience de la vie contemporaine ». (CE) (Agence Fides 26/09/2012)